

Résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha

2017/2829(RSP) - 14/09/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement a adopté une résolution sur le Cambodge, en particulier sur le cas de Kem Sokha.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a appelé à la **libération immédiate de Kem Sokha**, chef de l'opposition cambodgienne et président du parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP), qui a été arrêté le 3 septembre 2017 pour des accusations qui semblent être d'ordre politique. Il a demandé de **lever de toutes les accusations** portées contre lui et la fin des menaces d'arrestation dont sont victimes d'autres législateurs d'opposition.

Selon les députés, l'arrestation de Kem Sokha se serait déroulée dans **un contexte de restrictions de plus en plus sévères** à l'encontre des ONG, des organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, y compris des enquêtes règlementaires et fiscales, des actes d'intimidation et des menaces de violence.

La résolution a exhorté le gouvernement cambodgien à **garantir les libertés d'expression et des médias** dans le pays, soulignant qu'un processus démocratique crédible menant à l'élection des membres de l'Assemblée nationale en juillet 2018 exigeait un environnement dans lequel les partis politiques, la société civile et les médias puissent jouer leurs rôles légitimes sans crainte et sans subir de menaces ou de restrictions arbitraires.

Les députés ont souligné l'importance de l'envoi de **missions d'observation électorale** par l'Union européenne et la communauté internationale afin qu'elles puissent contribuer à l'organisation d'élections libres et régulières. Ils ont également rappelé au gouvernement cambodgien qu'il devait **s'acquitter de ses obligations et engagements** en matière de principes démocratiques et de droits fondamentaux de l'homme, éléments essentiels de la Accord de coopération.

Enfin, le Parlement a exprimé sa vive inquiétude face à **l'accaparement des terres** et à l'instauration par le gouvernement cambodgien d'un régime compensatoire limité et partiel. Il a invité le gouvernement cambodgien à reprendre le dialogue avec ses partenaires en vue de parvenir à une compensation totale.